

En 2006, le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur en France métropolitaine et dans les DOM a diminué de 1,3 %. Pourtant les très bons résultats à la session 2006 du baccalauréat ont fourni un contingent important de nouveaux bacheliers susceptibles de s'inscrire dans une des formations que propose l'enseignement supérieur. Les taux de poursuite entre le baccalauréat et le supérieur ainsi que les taux de scolarisation des jeunes adultes auraient donc chuté expliquant cette baisse des effectifs. Simultanément, les étudiants étrangers ne soutiennent plus la croissance comme ils le faisaient précédemment. La baisse des effectifs concerne principalement les universités et les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Les filières des grandes écoles continuent de progresser. Le fléchissement des inscriptions touche vingt-deux des vingt-six académies du territoire.

Les effectifs d'étudiants dans le supérieur en 2006

À la rentrée 2006, 2 254 000 étudiants sont inscrits dans l'enseignement supérieur en France métropolitaine et dans les DOM (tableau 1). L'année 2006 marque ainsi la fin de sept années de hausse continue des effectifs puisque l'on dénombre 29 000 inscriptions en moins qu'en 2005, soit 1,3 % des effectifs.

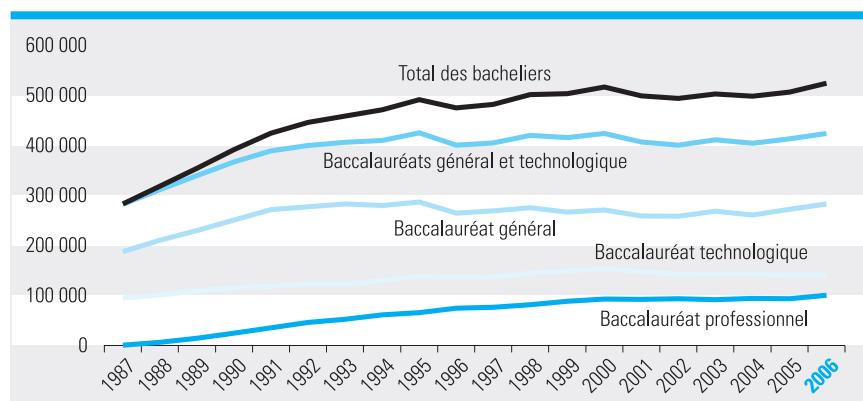
Une baisse des effectifs malgré un nombre de bacheliers record

On peut analyser la baisse des effectifs sous l'angle de deux effets distincts (tableau 2) : tout d'abord un « effet génération ». Si on neutralise les variations des taux de scolarisation entre 2005 et 2006, on isole l'effet propre des variations de taille des classes d'âge susceptibles de suivre des études

dans l'enseignement supérieur. Dans ce cadre, les effets démographiques provoqueraient une hausse des effectifs de 8 000 unités. On peut expliquer le reste de l'évolution globale du nombre d'étudiants (soit une baisse de 37 000 personnes) par un « effet scolarisation ».

L'effet scolarisation peut lui-même être expliqué par deux raisons principales : des variations des taux d'inscription immédiate des bacheliers dans l'enseignement supérieur français et des variations de scolarisation des autres étudiants (par exemple allongement ou raccourcissement des études, meilleure ou moins bonne réussite...). En ce qui concerne les nouveaux bacheliers, on constate une forte augmentation du nombre de lauréats à la session 2006 (graphique 1) : ils sont 17 450

GRAPHIQUE 1 – Évolution des effectifs de bacheliers
France métropolitaine + DOM



Source : MEN-DEPP

TABLEAU 1 – Effectifs de l'enseignement supérieur
France métropolitaine + DOM

Type d'établissement	Effectifs								Part des femmes (%)
	1990-1991	1995-1996	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2006-2007
Universités et assimilés (y compris IUT et formations d'ingénieurs)	1 159 937	1 458 715	1 374 364	1 392 531	1 425 665	1 424 536	1 421 719	1 399 177	56,7
- dont disciplines générales et de santé (hors IUT et formations d'ingénieurs)	1 075 064	1 338 091	1 232 561	1 251 826	1 287 088	1 286 382	1 283 516	1 259 425	58,9
Écoles normales d'instituteurs (post-bac), CREPS IUFM	16 500	86 068	84 009	89 062	85 808	83 622	81 565	74 161	69,9
IUT	74 328	103 092	118 043	115 465	113 722	112 395	112 597	113 769	38,7
STS et assimilés	199 333	226 254	236 824	235 459	234 195	230 275	230 403	228 329	50,0
Écoles paramédicales et sociales hors université (a)	74 435	90 658	102 861	111 191	119 456	124 201	131 654	131 654	83,3
Formations d'ingénieurs (b)	57 653	79 780	99 260	102 407	104 922	107 219	108 057	108 846	25,7
- universitaires	10 545	17 532	23 760	25 240	24 855	25 759	25 606	25 983	26,2
- non universitaires	47 108	62 248	75 500	77 167	80 067	81 460	82 451	82 863	25,5
Écoles de commerce reconnues à diplôme visé	19 472	28 342	45 237	48 040	55 894	60 624	65 887	66 861	47,8
CPGE et préparations intégrées	68 392	72 497	74 162	75 338	75 324	76 456	77 848	79 322	42,0
Grands établissements	15 536	16 825	15 856	16 872	18 655	25 603	25 944	25 776	56,8
Écoles normales supérieures	2 675	3 051	2 968	3 044	3 104	3 122	3 191	3 658	41,9
Écoles vétérinaires	2 073	1 985	2 569	2 594	2 474	2 263	1 993	2 121	69,1
Autres écoles ou formations	111 599	132 791	150 335	157 230	155 508	157 635	160 612	160 464	53,9
Ensemble (c)	1 717 060	2 179 434	2 163 902	2 208 421	2 256 150	2 269 797	2 283 267	2 254 386	55,9

(a) Estimation pour 2001-2002, chiffres provisoires en 2005 pour les formations sociales et chiffres 2005-2006 en 2006-2007 pour l'ensemble des formations paramédicales et sociales.

Jusqu'en 1998, double compte avec certaines formations paramédicales universitaires ou en lycées (environ 3 000 étudiants en 1998).

(b) Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat ("FIP", ex-NFI = nouvelles formations d'ingénieurs).

(c) Sans double compte des IUT et des formations d'ingénieurs dépendantes des universités.

Source : MEN-DEPP

TABLEAU 2 – Variation des effectifs de l'enseignement supérieur due à la démographie et à la scolarisation

France métropolitaine + DOM

	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Nombre d'inscrits (en milliers)	2 164	2 208	2 256	2 270	2 283	2 254
dont :						
Université (hors IUT)	1256	1277	1312	1 312	1 309	1 285
IUT	118	115	114	112	113	114
STS	237	235	234	230	230	228
CPGE	71	72	72	73	75	76
Variation		45	48	14	13	- 29
Effet démographique		- 2	- 1	6	13	8
Effet scolarisation		44	49	8	1	- 37

Source : MEN-DEPP

N.B. : À la rentrée 2006, les effectifs totaux de l'enseignement supérieur ont diminué de 29 000 étudiants.

L'évolution de la taille des générations (effet démographique) aurait entraîné, si elle avait agi seule, une augmentation de 8 000 étudiants par rapport à la rentrée précédente.

de plus qu'à la session 2005. La hausse est très soutenue dans les séries générales (en particulier scientifiques) où la quasi-totalité des étudiants poursuivent habituellement dans l'enseignement supérieur après l'obtention de leur diplôme. À taux de poursuite inchangés entre 2005 et 2006, le nombre de nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur aurait dû progresser en 2006 de 14 300 unités. Or cette hausse n'est que d'environ 300 étudiants (tableau 3). Ainsi, la diminution des taux de poursuite entre 2005 et 2006 serait à l'origine d'un déficit de près de 14 000 étudiants. Le reste de l'effet scolarisation, soit 23 000 étudiants, viendrait d'une réduction des taux de scolarisation hors nouveaux bacheliers.

Un des moteurs de la croissance des effectifs de l'enseignement supérieur ces dernières années était dû au nombre d'étrangers. Entre 1998 et 2006, leur nombre a progressé de 71 %. Ils ont contribué à eux seuls pour 5,2 points à la croissance de 6,0 % des effectifs totaux d'étudiants sur cette période. En 2005, la hausse du nombre d'étudiants étrangers avait permis au total une progression des effectifs alors que le nombre d'étudiants français fléchissait. En revanche, en 2006, le nombre d'étudiants étrangers a diminué de 1,0 %. Toutefois cette baisse ne concerne que les étrangers ayant eu leur baccalauréat en France : comme les Français, ils sont affectés par la chute des taux de scolarisation et de poursuite d'études et leur nombre diminue.

Le nombre d'étrangers venus en France spécifiquement pour suivre des études supérieures à l'université¹ continue de progresser (+ 1,3 %). Néanmoins cette hausse est très faible au regard des années précédentes : de 1999 à 2003, la croissance moyenne annuelle s'établissait à 18,2 %. En 2004 et 2005, le nombre d'étudiants étrangers non bacheliers avait progressé respectivement de 7,0 % et 6,3 %.

Les universités et les IUFM sont particulièrement touchés par la baisse des effectifs, les STS à un degré moindre

Les universités participent pour beaucoup à la baisse des effectifs de l'enseignement supérieur : avec 22 500 étudiants en moins (- 1,6 %), elles contribuent pour 1 point à la baisse totale de 1,3 % (tableau 3). Pris dans son ensemble, le reste de l'enseignement supérieur est affecté par la diminution des inscriptions mais avec une ampleur moindre (graphique 2).

La chute des effectifs à l'université est encore plus forte si on isole les formations générales hors IUT, santé et ingénieurs (- 3,0 %). En effet, les formations de santé

1. Le nombre de ces étudiants ne peut être estimé que dans les universités où l'on isole les étudiants admis grâce à un titre étranger en équivalence.

TABLEAU 3 – Les principales contributions à la baisse observée entre 2005 et 2006
France métropolitaine + DOM

Formations du supérieur	2005	2006	Évolution 2005-2006 absolue	Évolution 2001-2006 relative (en %)	Contribution absolue
Total universités	1 421 719	1 399 177	- 22 542	- 1,6	- 1,0
dont filières générales des universités (hors formations d'ingénieurs et de santé)	1 107 303	1 074 053	- 33 250	- 3,0	- 1,5
dont étudiant étrangers	178 379	177 352	- 1 027	- 0,6	0,0
dont formations de santé universitaires (*)	176 213	185 372	9 159	5,2	0,4
dont étudiant étrangers	21 675	21 215	- 460	- 2,1	0,0
Formations paramédicales et sociales (**)	131 654	131 654	0	0,0	0,0
Filières des grandes écoles (***)	282 920	286 584	3 664	1,3	0,2
IUT et STS	343 000	342 098	- 902	- 0,3	0,0
Autres formations - IUFM	242 177	234 625	- 7 552	- 3,1	- 0,3
Ensemble du supérieur	2 283 267	2 254 386	- 28 881	- 1,3	- 1,3
dont nouveaux bacheliers	414 915	415 197	282	0,1	0,0
dont étudiants étrangers	265 710	263 126	- 2 584	- 1,0	- 0,1

Source : MEN-DEPP

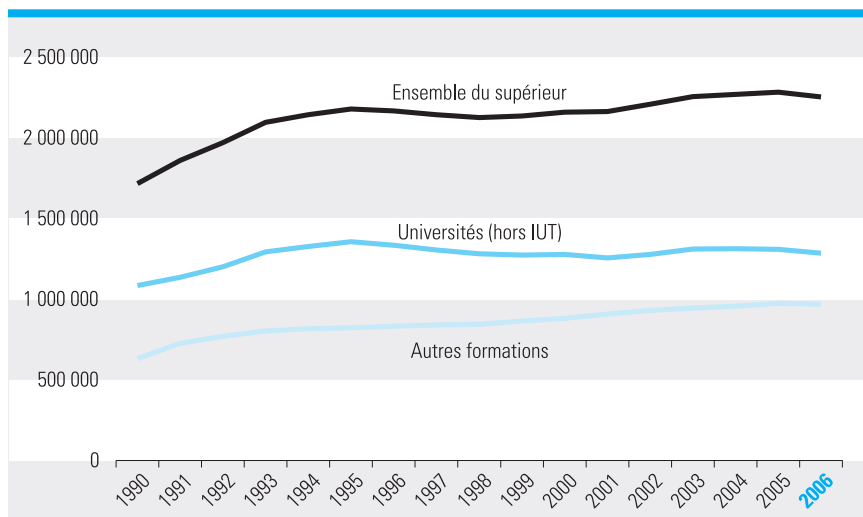
(*) Seulement les étudiants préparant un diplôme habilité nationalement.

(**) En l'absence de données en 2006, les effectifs sont considérés constants entre 2005 et 2006.

(***) Filières grandes écoles : classes préparatoires intégrées, CPGE, écoles d'ingénieurs (y compris les écoles dépendantes des universités), écoles vétérinaires, écoles de commerce reconnues à diplôme visé et écoles normales supérieures et autres grands établissements.

GRAPHIQUE 2 – Évolution des effectifs de l'enseignement supérieur

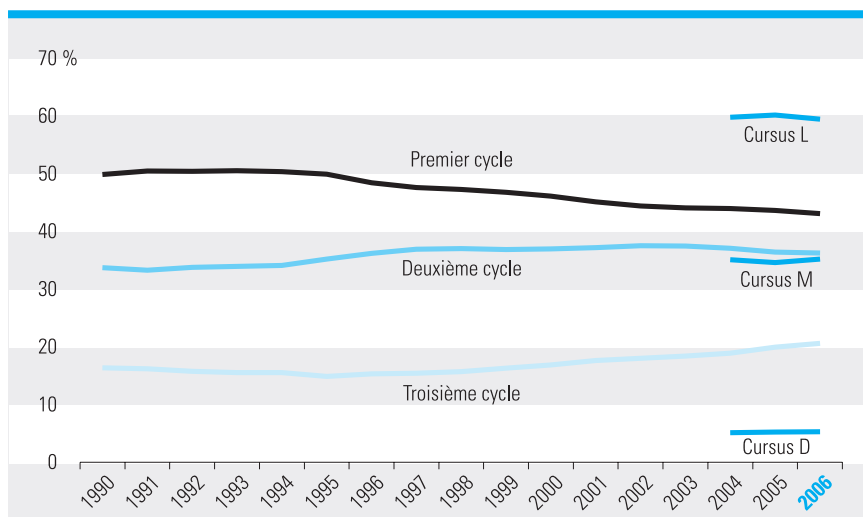
France métropolitaine + DOM



Source : MEN-DEPP

GRAPHIQUE 3 – Évolution des effectifs universitaires (hors IUT) par cycle

France métropolitaine + DOM



Source : MEN-DEPP

poursuivent sur une tendance à la hausse (+ 5,2 %), comme depuis 2002, suite à la progression des *numerus clausus*. Depuis 2001-2002, le nombre de nouveaux bacheliers entrant en première année de médecine a quasiment doublé (+ 95 %) alors que, dans le même temps, le *numerus clausus* progressait de 47 %. Les inscriptions en formations d'ingénieurs universitaires et en IUT progressent également (+ 1,5 % et + 1,0 %). Bien que moins soutenues que pour les formations de santé, ces hausses limitent l'ampleur de la diminution des effectifs universitaires.

La baisse des inscriptions universitaires concerne principalement le cursus licence où l'on constate une baisse de 2,5 % des inscriptions. Dans les cursus master et doctorat, l'évolution est proche de la stagnation (respectivement - 0,1 % et + 0,1 %). Au final, la part des licences diminue (*graphique 3*) passant de 60,2 % à 59,5 %.

Les évolutions par discipline restent difficiles à interpréter en raison des cursus pluridisciplinaires créés lors du passage au LMD. En particulier, en lettres, langues et sciences humaines, le nombre d'étudiants inscrits en cursus pluridisciplinaire progresse de 12,7 % à l'inverse des disciplines lettres (- 6,6 %), langues (- 2,4 %) et sciences humaines (- 5,2 %). Cependant la hausse en pluridisciplinaire ne suffit pas à compenser les baisses dans les autres disciplines. En agrégeant toutes les disciplines de lettres, langues et sciences humaines (y compris pluridisciplinaire), on constate une baisse des effectifs de 4,7 %. En sciences, le nombre d'étudiants diminue dans chaque discipline, y compris dans les cursus pluridisciplinaires (- 2,0 %). Comme les années précédentes, la baisse est particulièrement soutenue en STAPS (- 11,7 %). Les effectifs en IUFM diminuent pour la quatrième année consécutive. Après une évolution annuelle moyenne de - 2,9 % entre 2002 et 2005, la baisse s'intensifie en 2006 (- 9,1 %) et constitue un record depuis la généralisation des IUFM en 1991. La baisse concerne à la fois les premières (- 4 %) et les deuxièmes années (- 17 %). La chute est donc beaucoup plus forte pour les deuxièmes années, c'est-à-dire les étudiants-stagiaires. Cette baisse historique tient principalement à la réduction

du nombre de places aux différents concours d'enseignements. Les IUFM contribuent pour 0,3 point à la baisse des effectifs de l'ensemble de l'enseignement supérieur (- 1,3 %).

En STS, les effectifs ont diminué de façon quasi continue depuis le début des années 2000. En 2005, la baisse avait été enrayée : le nombre d'inscriptions avait stagné (+ 0,1 %). En 2006, la tendance à la décroissance reprend (-0,9 %). Ce fléchissement concerne uniquement les sections en établissements publics (- 1,4 %). Dans le privé les effectifs progressent pour la deuxième année consécutive (+ 0,3 %).

2. Les filières des grandes écoles comprennent les classes préparatoires intégrées, les CPGE, les écoles d'ingénieurs (y compris les écoles dépendantes des universités), les écoles vétérinaires, les écoles de commerce reconnues à diplôme visé, les écoles normales supérieures et les autres grands établissements.

Le dynamisme des grandes écoles permet de limiter la diminution des effectifs

Les filières des grandes écoles² accueillent de plus en plus d'étudiants. En 2006, ils sont plus de 285 000, soit une hausse de 1,3 %.

Le nombre d'inscriptions en formations d'ingénieurs progresse au même rythme qu'en 2005 (+ 0,7 %) après des hausses beaucoup plus soutenues au début des années 2000. Hors formations d'ingénieurs en partenariat, les formations d'ingénieurs connaissent même une stagnation de leurs effectifs en 2006 : les hausses dans le secteur privé (+ 1,2 %) et dans les universités de technologie (+ 5,8 %) compensent la baisse dans le secteur public non

universitaire (- 1,5 %). La progression dans l'ensemble de ces formations tient principalement à celle des formations d'ingénieurs en partenariat qui assurent la formation conjointement avec une entreprise, où la tendance à la hausse, amorcée en 2005, se poursuit (+ 6,4 % après + 6,9 %).

Les CPGE continuent d'accueillir davantage d'étudiants : depuis 2001, mis à part une stagnation en 2003, la croissance annuelle s'établit à près de 2 %. La tendance se poursuit en 2006 avec une progression de 1,8 %. La hausse est plus marquée dans le privé (+ 3,9 % contre + 1,5 % dans le public).

Les inscriptions dans les autres formations de la filière grandes écoles progressent également à l'exception de la stabilisation dans les écoles normales supérieures et les grands établissements. Le nombre d'étudiants augmente en particulier dans les

TABLEAU 4 – Répartition par académie des principales filières de l'enseignement supérieur en 2006-2007, évolution par rapport à 2005-2006
France métropolitaine + DOM

Académies	Universités hors IUT et ingénieurs		IUFM	Principales filières courtes				Filières grandes écoles (1)	Autres formations (2)	Total				
	Effectifs 2006-07	dont doctorat		Effectifs 2006-07	IUT	STS	Écoles paramédicales et sociales			Total	Effectifs 2006-07	Effectifs 2006-07	Effectifs 2006-07	Évolution relative
Aix-Marseille	65 030	3 954	3 389	4 077	9 815	5 663	19 555	8 062	5 206	101 242	- 1,8			
Amiens	18 157	642	2 043	2 759	5 891	4 422	13 072	5 663	1 879	40 814	- 0,8			
Besançon	16 615	736	1 410	2 312	4 626	2 495	9 433	3 610	1 057	32 125	- 4,0			
Bordeaux	63 186	3 076	3 366	5 131	10 280	6 289	21 700	10 186	5 018	103 456	0,2			
Caen	21 528	860	1 464	2 777	4 684	2 984	10 445	3 037	968	37 442	- 0,4			
Clermont-Ferrand	23 305	972	1 466	2 669	4 819	3 098	10 586	4 324	2 474	42 155	- 1,2			
Corse	3 563	206	302	369	463	360	1 192	131	279	5 467	2,1			
Dijon	22 551	1 135	1 666	2 626	5 340	3 185	11 151	4 917	1 144	41 429	- 0,9			
Grenoble	43 886	2 618	2 217	7 319	10 141	4 930	22 390	10 393	4 710	83 596	- 2,8			
Lille	84 107	2 755	6 291	7 969	18 407	10 456	36 832	16 920	9 680	153 830	- 2,2			
Limoges	12 053	652	765	1 654	3 214	2 150	7 018	1 598	503	21 937	- 1,7			
Lyon	86 010	3 963	4 242	6 778	11 597	7 340	25 715	22 279	14 244	152 490	0,8			
Montpellier	57 679	2 940	2 931	3 936	9 901	4 754	18 591	6 265	4 817	90 283	- 2,6			
Nancy-Metz	41 778	1 562	2 736	5 283	8 420	6 317	20 020	9 160	3 019	76 713	- 2,0			
Nantes	51 578	2 038	3 153	5 607	14 823	5 368	25 798	13 794	12 385	106 708	- 1,5			
Nice	29 867	1 660	2 077	3 709	5 073	2 975	11 757	7 677	1 654	53 032	- 2,1			
Orléans-Tours	30 734	1 290	2 536	4 408	7 831	5 164	17 403	5 358	1 128	57 159	- 2,3			
Poitiers	27 054	1 195	1 724	3 190	5 348	3 068	11 606	4 631	842	45 857	- 1,5			
Reims	17 749	549	1 565	3 073	5 413	2 505	10 991	6 578	2 218	39 101	- 1,2			
Rennes	59 509	2 433	2 842	6 666	13 053	6 128	25 847	11 834	8 289	108 321	- 1,7			
Rouen	25 768	1 144	2 092	3 843	5 482	3 868	13 193	7 278	1 742	50 073	- 1,6			
Strasbourg	43 145	2 762	2 378	3 812	6 016	3 846	13 674	4 886	3 321	67 404	0,2			
Toulouse	65 071	3 271	3 089	6 254	10 274	4 527	21 055	14 830	9 042	113 087	- 0,9			
Total province	909 923	42 413	55 744	96 221	180 911	101 892	379 024	183 411	95 619	1 623 721	- 1,3			
Paris	162 360	15 376	4 714	2 149	15 509	10 899	28 557	57 958	50 402	303 991	- 1,2			
Créteil	74 956	4 091	4 387	7 917	11 947	7 963	27 827	9 954	7 483	124 607	- 2,0			
Versailles	90 412	5 824	6 644	6 805	13 328	8 252	28 385	33 809	6 250	165 500	- 0,2			
Total Île-de-France	327 728	25 291	15 745	16 871	40 784	27 114	84 769	101 721	64 135	594 098	- 1,1			
France métropolitaine	1 237 651	67 704	71 489	113 092	221 695	129 006	463 793	285 132	159 754	2 217 819	- 1,3			
Guadeloupe	4 831	257	495	106	1 667	619	2 392	336	165	8 219	- 2,6			
Guyane	1 483	0	448	108	265	243	616	18	0	2 565	7,0			
Martinique	5 306	0	519	70	1 791	579	2 440	432	266	8 963	3,3			
La Réunion	10 154	277	1 210	393	2 911	1 207	4 511	666	279	16 820	- 2,1			
Total DOM	21 774	534	2 672	677	6 634	2 648	9 959	1 452	710	36 567	- 0,3			
France métr. + DOM	1 259 425	68 238	74 161	113 769	228 329	131 654	473 752	286 584	160 464	2 254 386	- 1,3			

Source : MEN-DEPP

(1) Filières grandes écoles : classes préparatoires intégrées, CPGE, écoles d'ingénieurs (y compris les écoles dépendantes des universités), écoles vétérinaires, écoles de commerce reconnues à diplôme visé et écoles normales supérieures et autres grands établissements.

(2) Écoles d'art, d'architecture, établissements universitaires privés, écoles de commerce à diplôme non visé, autres établissements ou formations de spécialités diverses.

TABLEAU 5 – Poids des différentes filières du supérieur en 2006-2007
France métropolitaine + DOM

	Université (hors IUT et ingénieurs)	IUFM	Principales filières courtes				Filière grandes écoles (a)	Autres formations (b)	Ensemble
			STS	IUT	Écoles paramédicales et sociales	Ensemble			
Effectifs	1 259 425	74 161	228 329	113 769	131 654	473 752	286 584	160 464	2 254 386
%	55,9	3,3	10,1	5,0	5,8	21,0	12,7	7,1	100,0
Étudiants étrangers	198 567	833	6 514	6 169	1 823	14 506	28 707	20 513	263 126
%	75,5	0,3	2,5	2,3	0,7	5,5	10,9	7,8	100,0
Part des étrangers	15,8 %	1,1 %	2,9 %	5,4 %	1,4 %	3,1 %	10,0 %	12,8 %	11,7 %

Source : MEN-DEPP

(a) Filières grandes écoles : classes préparatoires intégrées, CPGE, écoles d'ingénieurs (y compris les écoles dépendantes des universités), écoles vétérinaires, écoles de commerce reconnues à diplôme visé, écoles normales supérieures et autres grands établissements.

(b) Écoles d'arts, d'architecture, établissements universitaires privés, écoles de commerce à diplôme non visé, autres établissements ou formations de spécialités diverses.

Lecture : à la rentrée 2006, 55,9 % des étudiants de l'enseignement supérieur sont inscrits à l'université, dont 75,5 % de ceux de nationalité étrangère.

écoles vétérinaires (+ 6,4 %) et dans les préparations intégrées (+ 3,4 %). Dans les écoles de commerce reconnues par l'État et à diplôme visé par le ministère de l'Éducation nationale³, la croissance est plus faible (+ 1,5 %), comparée à celle des années précédentes (+ 9,9 % en moyenne annuelle entre 2001 et 2005).

Les effectifs baissent dans vingt-deux des vingt-six académies métropolitaines

Les évolutions du nombre d'étudiants par académie se situent dans une fourchette de - 4,0 % à + 2,1 % (tableau 4). La plus forte baisse concerne l'académie de Besançon où les effectifs universitaires chutent de 7,6 %. Le poids de l'université dans l'enseignement supérieur y était déjà inférieur à la moyenne nationale et il fléchit encore

pour s'établir à 51,7 % (contre 55,9 % en moyenne). La baisse des effectifs atteint ou dépasse les 2,0 % dans les académies de Grenoble, Montpellier, Orléans-Tours, Lille, Nice, Nancy-Metz et Créteil. Seules quatre académies de France métropolitaine (la Corse, Lyon, Bordeaux, Strasbourg) voient leurs effectifs augmenter. En particulier la hausse est soutenue en Corse (+ 2,0 %) où l'université accueille 4,1 % d'étudiants de plus qu'en 2005. Le poids de l'université, déjà prépondérant, se renforce à nouveau (65,2 %, soit le plus fort taux en France métropolitaine et dans les DOM). À Paris, les effectifs diminuent à un rythme analogue à la moyenne nationale (- 1,2 %).

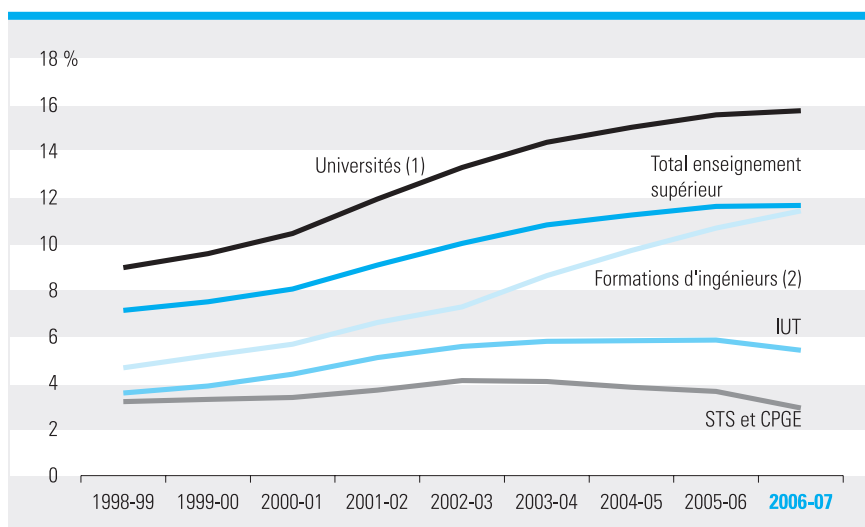
Le nombre d'étudiants dans les DOM stagne (- 0,3 %). Les évolutions académiques sont très contrastées, la Guyane et la Martinique ont davantage d'inscrits qu'en 2005 (+ 7,0 % et + 3,3 %) à l'opposé de la Guadeloupe et de la Réunion (- 2,6 % et - 2,1 %).

La forte croissance des inscriptions d'étudiants asiatiques se poursuit

La proportion d'étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur a crû de façon continue depuis la fin des années 90. En 2006, le nombre d'étrangers diminue mais la baisse étant moins forte que celle des Français, la proportion d'étrangers gagne 0,1 point et s'établit à 11,7 % (graphique 4). Les étrangers sont très concentrés dans les universités : 75,5 % d'entre eux y étudient contre 55,9 % des Français (tableau 5). En revanche, ils suivent très peu des formations courtes (3,1 % des étrangers contre 21,0 % des Français). Entre 1998 et 2006, la proportion d'étudiants étrangers a fortement augmenté à l'université et dans les formations d'ingénieurs (+ 6,8 points pour chacun). À l'inverse dans les STS et CPGE, la part des étrangers en 2006 est inférieure à celle de 1998 et celle dans les IUT a très faiblement progressé en huit ans (+ 0,8 point).

Parallèlement à cette forte croissance du nombre d'étudiants étrangers, la structure en termes d'origine des étudiants accueillis a évolué. En 2002, les Africains représentaient la moitié des étrangers et les Maghrébins quasiment un tiers (graphique 5). Les Marocains et les Algériens étaient les nationalités les plus présentes. En quatre ans, la part des étudiants marocains dans l'ensemble des étrangers a sensiblement diminué (- 4,1 points) et celle des autres africains

GRAPHIQUE 4 – Évolution de la proportion d'étrangers dans les principales formations d'enseignement supérieur



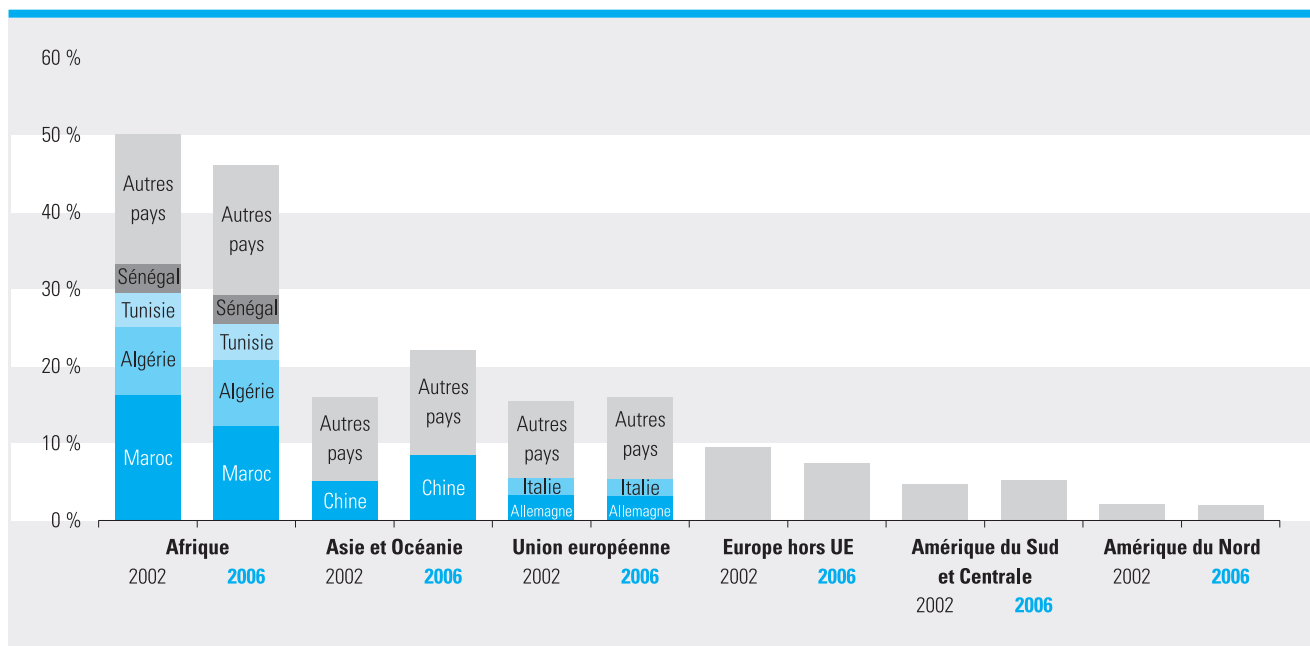
Source : MEN-DEPP

(1) Hors IUT et formations d'ingénieurs.

(2) Y compris formations universitaires et nouvelles formations d'ingénieurs.

3. La liste de ces écoles est définie par la Direction générale de l'enseignement supérieur.

GRAPHIQUE 5 – Répartition des étudiants étrangers selon leur d'origine
France métropolitaine + DOM



Source : MEN-DEPP

s'est stabilisée. À l'inverse de cette baisse des effectifs d'étudiants marocains, les étudiants originaires d'Asie sont de plus en plus nombreux dans l'enseignement supérieur français. En 2006, plus d'un étudiant étranger sur cinq est originaire d'un pays d'Asie. La part des étudiants chinois est passée de 5,2 % en 2002 à 8,6 % en 2006. Ils constituent désormais le second contingent d'étudiants étrangers juste devant les Algériens. Le nombre de Vietnamiens est également en très forte croissance, il a

doublé en quatre ans. L'Union européenne fournit 16,0 % des étudiants étrangers, l'Allemagne et l'Italie étant les deux principales origines. La part des étudiants de l'Union européenne a légèrement progressé en quatre ans, gagnant 0,6 point, alors que celle des Européens hors UE a diminué (7,5 % après 9,5 %). L'élargissement de l'Union européenne ne suffit pas à expliquer cette évolution puisque la hausse du nombre d'étudiants étrangers issus de l'Union européenne

fait beaucoup plus que compenser la baisse de ceux hors Union.

Jérôme Fabre, DEPP C1

Pour en savoir plus

« Les étudiants inscrits dans les universités publiques françaises en 2006 », *Note d'Information 07.47*, MEN-DEPP, décembre 2007.

« Les effectifs de l'enseignement supérieur de 1990-1991 à 2006-2007 », *Tableaux statistiques n° 7031*, MEN-DEPP.

www.education.gouv.fr